

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Grace-Blakeley-Nous-pourrions-socialiser-le-secteur-financier>

Une interview avec l'auteur et analyste britannique
Grace Blakeley

Grace Blakeley : « Nous pourrions 'socialiser' le secteur financier »

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : jeudi 26 décembre 2019

Description :

Grace Blakeley : « Nous pourrions '*socialiser*' le secteur financier ». La domination croissante de la finance a brisé nos économies...

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Grace Blakeley, étoile montante de la gauche britannique, explique comment la domination croissante de la finance a brisé nos économies

Votre nouveau livre, « *Stolen* » [Volé], porte le sous-titre « *Comment sauver le monde de la financiarisation* ». Commençons donc par une question simple : pourquoi la financiarisation est-elle d'abord et avant tout un problème ?

Grace Blakeley : La définition la plus connue de la financiarisation est la croissance des incitations financières, des marchés financiers, des acteurs financiers et des institutions financières dans le fonctionnement des économies nationales et internationales. Et c'est un processus qui peut être analysé à travers différents objectifs.

J'analyse cela comme une logique qui gouverne l'accumulation économique : un régime de croissance. Je soutiens que l'extension de la logique de la finance - la logique de la création de crédit, de la banque, de l'investissement et de la gestion de l'argent - vers d'autres secteurs de l'économie a transformé l'activité économique, en particulier au Royaume-Uni.

Vous parlez de croissance guidée par les finances. L'opposé de cela serait la croissance dans l'économie réelle ?

Oui, la croissance du secteur financier pourrait également être considérée par opposition à la croissance de l'économie réelle. Mais mon approche est différente et a beaucoup plus à voir avec la pensée marxiste, qui considère la croissance du capitalisme financier comme le résultat du développement naturel du capitalisme.

Dans le livre, j'examine la financiarisation du logement, des affaires et de l'État. Et vu sous cet angle, les problèmes structurels deviennent assez clairs. La financiarisation des entreprises conduit à la domination de l'idéologie de la *valeur actionnariale* [\[1\]](#) et de la gouvernance d'entreprise, qui est imposée par ceux qui gèrent l'argent.

Ces grands investisseurs institutionnels ont désormais un rôle plus important qu'auparavant dans l'économie. Et ils imposent cette façon très particulière d'organiser les entreprises : les intérêts des actionnaires et des créanciers passent avant ceux des travailleurs. A commencer par la distribution des fonds à court terme aux actionnaires qui a passe avant les investissements à long terme en capital fixe.

A travers des processus tels que les fusions et les acquisitions, les entreprises génèrent un pouvoir de monopole qui aggrave le problème des faibles niveaux d'investissement. Parce que les profits extraordinaires générés par les monopoles proviennent du contrôle et de la réduction des investissements. Et cela donne à ces entreprises un pouvoir énorme à la fois dans l'économie locale et internationale. Qu'il s'agisse d'États, de salariés ou d'autres secteurs du marché.

Et souvent, ils contractent des dettes importantes, ce qui les rend relativement instables. L'augmentation gigantesque de la dette des entreprises au Royaume-Uni et aux États-Unis est le résultat direct de ce modèle et de la tendance à emprunter. N'investissez pas, mais demandez des prêts afin de faire grimper le cours des actions.

Et les ménages ?

J'analyse cela à travers le focus du keynésianisme privatisé. Fondamentalement, il s'agit de remplacer la dette publique par la dette privée. La question soulevée par la croissance guidée par la finance est que la tendance à la

baisse de la croissance des salaires et des investissements dans ce modèle de croissance guidée par la finance pourrait conduire à un déficit de la demande globale.

La manière dont le système est stabilisé passe par le keynésianisme privatisé. Ainsi, au lieu de lutter contre ce déficit de demande par les dépenses publiques, il existe une prolifération de la dette privée. C'est donc une dette privée non garantie qui remplace généralement la croissance des salaires pour permettre aux consommateurs d'acheter des marchandises.

Ensuite, il y a la financiarisation de l'État. Que voulez-vous dire par là ?

Oui, nous n'avons plus un État qui pense à l'endettement public comme il le faisait au plus fort du keynésianisme, c'est-à-dire à contraindre les marchés financiers par le contrôle du crédit et des changes. Et nous n'avons plus un État qui envisage une réglementation financière adéquate.

La domination croissante de la finance conduit à la financiarisation de l'État, sous forme d'initiatives de financement privé. C'est l'État qui dit aux investisseurs privés : dépenser en mon nom. Enfin, nous avons, la décision économique est de plus en plus séparée de l'obligation démocratique de rendre des comptes, ce qui facilite son appropriation par les élites financières.

À tous ces différents niveaux, vous pouvez voir comment l'augmentation de la financiarisation conduit à ces énormes et significatifs problèmes. Qu'il s'agisse de la baisse des salaires ou de la baisse des investissements ou de l'observation de la dynamique qui a conduit à la crise financière.

Comment l'austérité s'intègre-t-elle dans votre analyse ? Et diriez-vous, en comparant le secteur financier en 2008 et celui d'aujourd'hui, qu'il y a une grande différence ?

La façon dont je comprends ce modèle de croissance guidé par la finance, il ne s'agit pas simplement d'un ensemble de réglementations. En réalité, il est basé sur un changement dans l'équilibre des pouvoirs entre les différentes classes. J'analyse la longue histoire du capitalisme à travers l'optique de l'équilibre des pouvoirs entre le travail et le capital.

De ce point de vue, l'émergence de la social-démocratie repose sur la croissance du pouvoir du travail organisé. Le déclin de ce modèle est dû à l'érosion de nombreuses institutions, à cause du pouvoir croissant du capital financier, qui soutenaient le consensus d'après-guerre.

Et l'émergence d'une croissance tirée par la finance dans les années 80 est liée au développement des marchés financiers, à l'augmentation de la mobilité des capitaux et aux difficultés liées au maintien de la paix entre le travail et le capital au niveau des États. Tout cela a déplacé l'équilibre du pouvoir du travail vers le capital. Et, en particulier, vers le capital financier international.

Quand on parle d'austérité, il y a une classe spéciale qui devient dominante au sein de l'État et au sein d'un groupe d'autres institutions. Ces personnes réagissent à la crise financière de 2008, provoquée par le modèle de croissance guidé par les finances, en obligeant les gens ordinaires à supporter les coûts et à secourir les banques. L'impact que cela a sur l'économie est largement négatif pour la grande majorité des travailleurs. Pendant ce temps, ceux qui sont au sommet sont en sécurité.

A partir de 2008, nous avons vu les banques centrales injecter de l'argent par le biais de l'[assouplissement](#)

quantitatif dans l'économie juste pour la maintenir à flot, au lieu que les gouvernements utilisent l'investissement public. Quelle est votre opinion à ce sujet ?

Le problème est en partie dû à l'*assouplissement quantitatif* lui-même, mais plus profondément avec le manque de demande qui existe dans toutes ces différentes économies. Un autre rebus de la financiarisation. C'est lié à la baisse des salaires, à la baisse des niveaux d'investissement dans le capital fixe, au surendettement massif qui implique qu'une grande partie des bénéfices doit être utilisée pour payer la dette. Ceci, combiné au refus des gouvernements de dépenser, crée cette situation chronique de faible demande.

Les banques centrales tentent de le contrer en gonflant les prix des actifs. Elles ne disent jamais que c'est ce qu'elles font, mais c'est évident que c'est ce à quoi l'*assouplissement quantitatif* a abouti. Cela exacerbe bon nombre des problèmes que nous ont conduits à la situation actuelle.

Étant donné la position de la Banque Centrale Européenne, nous ne verrons peut-être jamais la fin de l'*assouplissement quantitatif*. Ce qui a de grandes implications redistributives dont personne ne parle vraiment.

Supposons maintenant que nous puissions remonter dans le temps et revenir au consensus d'après-guerre pour relancer la social-démocratie, régler à nouveau les banques, etc. Cela ne suffirait-il pas ?

Je crois que le consensus social-démocrate, en particulier au Royaume-Uni, était une tentative de réduire au silence les contradictions et les conflits entre ces deux classes.

Ce fut fait avec beaucoup de succès presque pendant toute cette période. La raison pour laquelle l'engagement est resté stable pendant si longtemps était un taux de croissance relativement élevé et une productivité élevée. Nous avons continué d'être impérialiste pendant une grande partie de cette époque, qui a ensuite été suivie d'une forme de mondialisation qui, à bien des égards, reproduit des types de logique similaires.

Cela signifie qu'il y avait davantage à distribuer. Lorsqu'il n'y a plus à distribuer, le jeu à somme nulle auquel nous sommes confrontés en temps de crise est caché. Il y a toujours un jeu à somme nulle en cours, et ce n'est qu'entre le Nord et le Sud.

Mais dans le Nord mondial, en raison de la logique de l'impérialisme et de l'extraction, c'est facile de créer suffisamment pour apaiser les travailleurs et le capital avec un modèle dans lequel l'État intervient et dit : vous prenez ceci, vous prenez cela.

Est-ce une illusion de progrès national car il n'est pas inséré dans un contexte mondial ?

Oui, exactement. Avec la crise des années 1970, il y avait une concurrence croissante avec le reste du monde et une érosion des profits dans le Nord mondial. Le premier changement majeur s'est produit avec le premier pic du prix du pétrole. Et évidemment, une inflation élevée signifie pour les employeurs qu'ils doivent réduire les coûts ; Et les salariés qu'ils ont besoin d'augmentations salariales en raison de l'inflation. Ensuite, on voit que le conflit de classe, qui est inhérent à l'un de ces systèmes, émerge et se révèle.

La tentative de cacher cela ne fonctionnera que dans un contexte d'abondance. À bien des égards, la croissance guidée par la finance reposait sur une tentative similaire ; excepté qu'au lieu d'avoir un État faisant la médiation entre le capital et le travail, il s'agit de convertir plus de gens en capitalistes.

Le conflit inhérent qui existe au sein du capitalisme, entre le capital et le travail, rend la social-démocratie très difficile, en particulier en période de pénurie comme celle que nous vivons.

Je veux vous poser une deuxième question relative au sous-titre de votre livre. Si, comme vous le décrivez, la financiarisation est un problème si important, comment pouvons-nous en sauver le monde ? Quel devrait être l'agenda des progressistes ?

Je pense que c'est probablement le point où mon analyse diverge de certaines des perspectives les plus sociale-démocrates. J'entends souvent dire qu'en tant que progressistes, nous gagnons la bataille des idées. Les gens reconnaissent qu'il est nécessaire de bien réguler les finances.

C'est très bien de parler de la bataille des idées, mais il faut aussi parler de la bataille des rues. Je crois que beaucoup dans la gauche social-démocrate font ce que Marx a critiqué des autres philosophes allemands, qui ont privilégié les idées sur la réalité matérielle.

Cela génère un ensemble de problèmes, car nous finissons par répertorier les problèmes et proposons simplement des solutions. Car par exemple, le problème est l'idéologie de la valeur actionnariale, qui conduit à court terme, à de faibles niveaux d'investissement et à de bas salaires. Alors, que devons-nous faire ? Modifier les lois sur la responsabilité fiduciaire des investisseurs institutionnels, afin qu'ils donnent la priorité aux objectifs environnementaux et sociaux, en plus de maximiser leurs rendements.

Bien sûr, c'est une bonne idée, mais qui va le faire ? Où est la coalition de classe qui peut y parvenir ? Il y a une raison pour laquelle le système financier et la réglementation qui l'entoure fonctionnent comme ils le font. Parce qu'il y a une classe de gens qui possèdent toutes choses et qui font toutes les règles. Et c'est très important de comprendre le capitalisme non seulement comme un système économique de propriété, mais aussi comme un système politique.

Alors, au lieu de la social-démocratie, voulez-vous passer au socialisme démocratique ? Et quelles idées concrètes cela impliquerait-il ?

Oui, l'évolution vers le socialisme démocratique comme alternative idéologique au néolibéralisme nécessite un changement dans l'équilibre des forces de classe. Et l'émergence et le développement d'un mouvement capable de défendre et d'imposer ces idées.

Nous pourrions socialiser le secteur financier en ayant une banque publique d'investissement nationale, un système public de banques de détail et une administration des actifs des citoyens, qui serait une administration des actifs sous contrôle et propriété démocratiques, qui investit notre épargne collective : par exemple, les actifs d'un fonds souverain pour la santé ou de fonds de pension.

Et ajouter des mécanismes pour limiter le pouvoir du secteur financier privé : contrôles des changes, contrôles du crédit et autres formes de [régulation macroprudentielle](#). Parallèlement aux mesures pour renforcer le pouvoir des salariés : éliminer les lois antisyndicales, dé-mercantiliser les moyens de subsistance. En bref, nous devons créer une société dans laquelle tout ce dont nous avons besoin pour survivre est gratuit ou très bon marché lors de son

utilisation.

Entretien avec [Danie Koop](#) pour [Ips-Journal](#)

Original : « [We could socialise the financial sector](#) »

***Grace Blakeley** est une auteur et analyste britannique pour [The New Statesman](#). Elle est social-démocrate, membre du Parti travailliste et membre du *National Policy Forum* du parti. Elle vient de publier son premier livre « [Stolen : How to Save the World from Financialisation](#) ».

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, 26 décembre 2019

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] La notion de création de valeur pour les actionnaires vise à calculer la création de valeur dégagée par l'entreprise au profit de ses actionnaires. Cette valeur se mesure comme la différence entre le résultat d'exploitation après impôts et le coût de financement de l'actif net. Elle rapproche ainsi le cash-flow du coût du capital investi pour le générer et valorise le différentiel dégagé, lequel traduit précisément la vraie richesse créée pour les actionnaires. La création de valeur pour les actionnaires est un indicateur de performance pertinent qui favorise la transparence entre les marchés financiers et la gestion interne des entreprises.